

Vous avez dit « insécurité sociale » ?

On sait les militants de l'anti-mondialisme peu portés à assumer les risques qu'ils prennent. A témoin ce manifestant qui s'est pendu dans le vide pour bloquer le trafic autoroutier sans même prendre l'élémentaire précaution de s'assurer et qui se pose maintenant en victime. Victime d'une téméraire stupidité certainement ; victime d'une prétendue bavure policière en aucun cas.

Que ce soit parmi les meneurs des récentes manifestations anti-G8 ou parmi les partis politiques qui les soutiennent, on cherchera vainement les leaders ou prétendus tels disposés à assumer une quelconque responsabilité. Lorsque les choses tournent mal, c'est toujours de la faute des autres. Pour ces courageux organisateurs, il est donc acquis que l'insécurité sociale générée par la mondialisation de l'économie est à l'origine des violences constatées lors du récent sommet d'Evian. Comme il est bien connu que la droite et le patronat suisses s'accordent à démanteler les acquis sociaux et à économiser sur le dos des plus modestes de nos concitoyens.

Voyons donc ce qu'il en est de cette prétendue insécurité sociale à la lumière des comptes globaux 2001 de la protection sociale que vient de publier l'Office fédéral de la statistique.

En 2001, les dépenses totales de la prévoyance sociale suisse ont progressé de 6% (!) par rapport à l'année précédente, pour se fixer à 120 milliards de francs. Plus de 80% de ces prestations servent à couvrir trois risques ; la vieillesse, la maladie et l'invalidité. La prévoyance vieillesse absorbe 45% des prestations sociales proportion qui, en Europe, n'est dépassée que par la Grèce et l'Italie. Un quart des dépenses est consacré au domaine maladie/soins de santé et un huitième à celui de l'invalidité. En quatrième position on trouve les prestations en faveur des survivants, juste devant celles en faveur des enfants et de la famille. Employeurs et employés fournissent plus de 50% des recettes de la prévoyance sociale. Avec 30%, la part des cotisations versée par les employeurs dépasse de 8% celle des salariés. A noter encore que la part des pouvoirs publics s'élève à 21%, dont la moitié provient de la Confédération.

Depuis 50 ans, notre système de protection sociale n'a cessé de se développer, passant de 1,5 milliard de francs en 1950 à 11 milliards en 1970, puis 63 milliards en 1990, 113 milliards en 2000 et enfin 120 milliards en 2001. La part des dépenses sociales dans le produit intérieur brut (PIB) a ainsi grimpé de 8% dans les années 50 à 20% en 1990, pour atteindre 28% en 2001. En 1990, notre pays se situait nettement en dessous de la moyenne des pays de l'UE qui était de 25,5%. Aujourd'hui, la Suisse a même légèrement dépassé la moyenne de l'UE avec 28% contre 27,5%.

A ce rythme, le démantèlement social pourrait bien prendre quelques siècles !

Jean-Claude Chappuis